

*Le Point* **ACTU**



Janvier-Mai 2018

N° 15

**DOSSIER SPÉCIAL**  
Élections 2018

**COLOMBIE**

## OÙ EN EST LA JUSTICE TRANSITIONNELLE ?

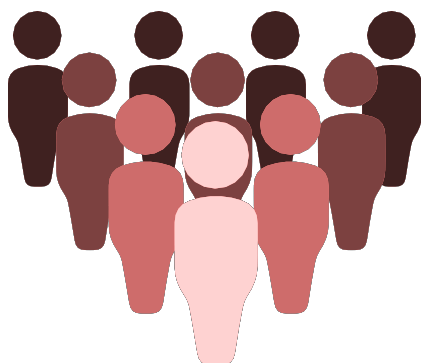
Le 15 mars 2018 la Juridiction Spéciale de Paix (JEP), le mécanisme judiciaire de la Justice transitionnelle, est entrée en fonction. La Cour Suprême de Justice a déjà transmis les premiers dossiers concernant les délits commis par les guérillas et l'État durant cinq décennies de guerre<sup>1</sup>.



La société civile colombienne a exprimé ses préoccupations quant au choix des procureurs de l'unité d'Investigation et Accusation de la JEP. En effet contrairement au choix des magistrats de la JEP, il n'y a cette fois eu ni candidature, ni sélection, ni vérification publique permettant de connaître les critères de sélection<sup>2</sup>.



Le 8 mai, les 11 membres de la Commission d'Élucidation de la Vérité ont pris leur fonction. Ce mécanisme extra-juridique, chargé de retrouver la vérité des faits dans le cadre du conflit armé et de favoriser la réconciliation et la construction de la mémoire historique, aura 6 mois pour construire une méthodologie et mettre en place la Commission<sup>3</sup>.



## LA COLOMBIE REND DES COMPTES

C  
I  
D  
H

Durant la session 168 de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, le 9 mai 2018, il y a eu trois audiences sur la Colombie. Les points à traiter ont été l'investigation et les sanctions relatives aux violations des Droits de l'Homme commises par des civils en Colombie et les avancées de l'accord final de paix. De plus, les mesures de protection des preuves (notamment les corps disparus des victimes) ont été rendues publiques lors d'une audience qui a abordé le problème du barrage Hidroituango. En effet, dans le développement du projet Hidroituango, la société civile a exprimé ses craintes concernant une potentielle inondation des terrains où se trouveraient les corps des victimes de disparitions forcées dans le cadre du conflit<sup>4</sup>.



Le 10 mai dernier, la Colombie a connu son troisième Examen Périodique Universel au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève. La plupart des recommandations des États concernent les menaces et assassinats de leaders sociaux et défenseurs des droits humains, les droits des enfants et des femmes, la signature de la Convention contre la torture et la protection des peuples indigènes et afro-colombiens. Les recommandations faites par la France et acceptées par la Colombie concernent notamment l'accès à la terre, l'impunité, la sécurité des défenseurs des droits humains, les droits des femmes et la mise en œuvre de l'accord de paix.

E  
P  
U

# NÉGOCIATIONS DE PAIX

## Ejército de Liberación Nacional



### CHRONOLOGIE

2018

**27 Janvier**

*Attentat de l'ELN visant une station de police à Barranquilla<sup>10</sup>*

**29 Janvier**

*Suspension de la part du gouvernement du Vème cycle des conversations avec l'ELN*

**12 Mars**

*Le gouvernement reprend les négociations avec l'ELN à Quito*

**Mars - Avril**

*Intensification des actions militaires de l'ELN dans la région du Catatumbo*

**13 Avril**

*Trois Équatoriens sont assassinés par un groupe dissident de la guérilla FARC à la frontière colombo-équatorienne*

**18 Avril**

*L'Équateur retire son soutien en tant que garant des négociations de paix entre gouvernement colombien et la guérilla ELN qui avaient siégé à Quito*

**10 Mai**

*Le Vème cycle des négociations de paix avec la guérilla ELN reprend à la Havane, Cuba, nouveau siège des négociations<sup>11</sup>*

## CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Après la signature de l'accord de paix, la Fundación Ideas para la Paz (FIP) a pu identifier environ 18 structures dissidentes de la guérilla FARC. Le rapport de la FIP, démontre que les facteurs qui ont donné lieu à la création de ces structures, sont non seulement des facteurs économiques, mais également politiques, sociaux et organisationnels. Parmi les facteurs ayant influencé l'émergence et l'évolution des dissidences, on retrouve notamment les revenus illicites rentables, la méfiance de la mise en œuvre des accords de paix ; le retard dans les programmes de réintégration à la vie civile ; l'absence d'espaces de concentration pourtant prévus dans les accords de paix ; l'influence politique, militaire et mafieuse d'importants combattants ; l'absence de garanties de sécurité pour les démobilisés<sup>5</sup>.

Dissidence des FARC

### Sécurité des démobilisés

En 2017, 36 ex-membres des FARC démobilisés ont été assassinés dont 11 auraient été bénéficiaires d'amnisties et laissés en liberté sans aucun programme de réinsertion et réintégration<sup>6</sup>.

Bajo Cauca

Dès le début de l'année il y a eu une croissance dramatique du nombre de déplacements forcés et des à violences envers la population civile dans la sous-région du Bajo Cauca dans l'Antioquia et dans le département de Córdoba<sup>7</sup>. Les déplacements forcés sont dus aux confrontations entre de nouveaux groupes armés illégaux qui se disputent le contrôle du territoire<sup>8</sup>.

Dans la région du Catatumbo, à partir de la mi-mars d'importantes confrontations entre les guérillas ELN et Armé Populaire de Libération (EPL) ont eu lieu, bloquant l'accès aux services publics pour au moins 144000 personnes et entraînant le déplacement de 2819 autres, sans garantie pour leur retour<sup>9</sup>.

Catatumbo



## CRISE DES DÉFENSEUR.E.S DES DROITS HUMAINS

La protection et sécurité des défenseur.e.s. des droits humains en Colombie représente actuellement une préoccupation majeure étant donnée l'escalade alarmante d'agressions dont sont victimes ces personnes, notamment après la signature de l'accord de paix avec les FARC.

Le programme *Somos Defensores* dans son rapport annuel 2017 "Piedra en el Zapato" a déterminé que les secteurs les plus affectés par les menaces et agressions, sont les défenseur.e.s. des zones rurales où l'État est absent et où il y a des disputes dans les territoires abandonnés par les ex-membres des FARC. De plus, les leaders sociaux qui agissent dans la revendication des droits des victimes du conflit, et ceux qui luttent pour la défense de l'environnement sont aussi des cibles, comme c'est le cas du *Mouvement Ríos Vivos Colombia*.

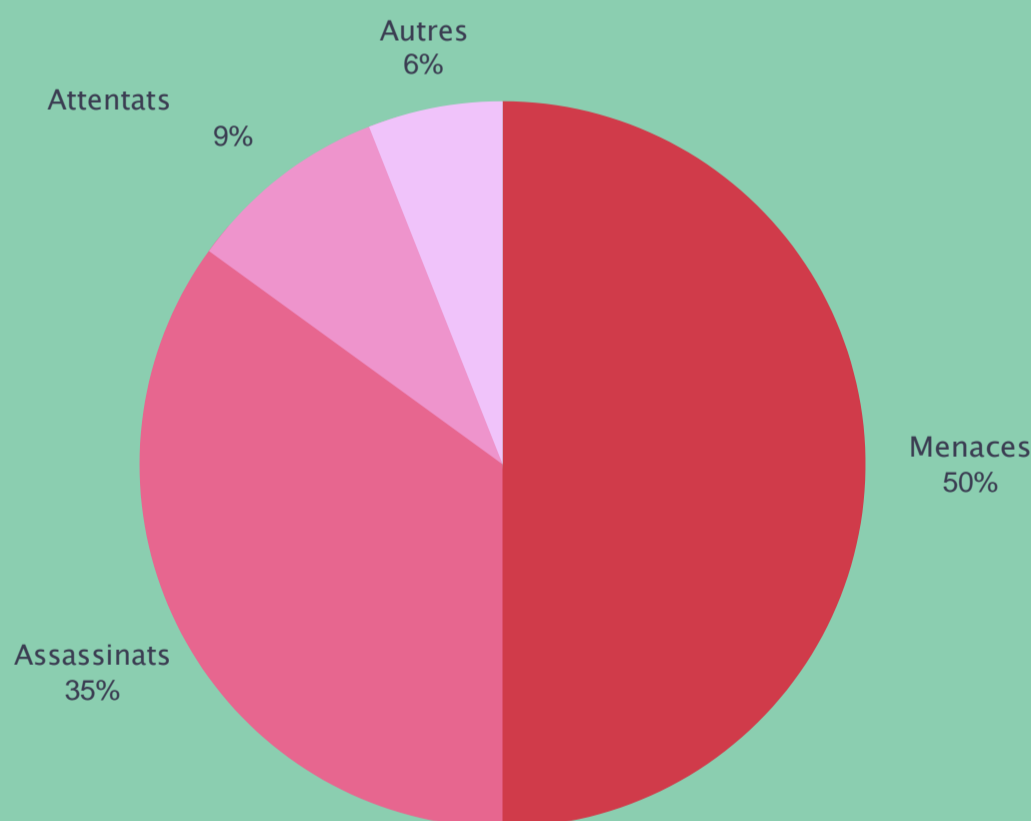
Le rapport a conclu que malgré les efforts du gouvernement pour la protection des défenseur.e.s., la situation demeure très critique. En effet, le manque de coordination institutionnelle pour mettre en œuvre les politiques de protection est l'un des facteurs que le rapport souligne comme un obstacle pour la garantie des droits des défenseur.e.s. De plus, au sein du parquet, il n'y a pas encore d'analyses transversales pour déterminer les auteurs des attaques.

“ Parmi les 132 cas d'agressions enregistrés entre février et mars 2018, pour 77 d'entre eux, les responsables sont inconnus ”\*



“ En moyenne en 2017, CHAQUE JOUR ont été attaqués 1,5 défenseur.e.s. des droits humains en Colombie ”\*

### Attaques Janvier-Mars 2018



46

MEURTRES  
en 2018

26 défenseur.e.s. de plus qu'en 2017 pour la même période

2018

# DOSSIER SPECIAL ELECTIONS

Si la mise en œuvre des accords de paix signés entre le gouvernement colombien et les FARC-EP exigera une volonté politique forte du prochain président, la Colombie aura également besoin d'autres engagements. Le cadre normatif permet également de fournir un terrain favorable et sécurisé pour construire la paix sur le long terme. C'est pourquoi le rôle du congrès colombien sera aussi décisif.

Selon le dernier rapport de l'Observatoire de suivi de la mise en œuvre de l'accord de paix (OIAP), de manière générale, les avancées sont plus importantes sur les sujets de « la fin du conflit armé » et plus réduites à l'égard de la « construction d'une paix stable et durable » incluant les thématiques telles que la réforme rurale intégrale, la participation politique et les cultures illicites



Source : Observatoire de suivi de la mise en œuvre de l'accord de paix - OIAP Source : Revue El Espectador

Au niveau normatif, l'OIAP a confirmé au début de l'année que les avancées de l'accord sont de seulement 5% pour la Réforme Rurale Intégrale, 19% pour la participation politique, 6% sur

positions ont été variables en raison de la campagne présidentielle<sup>12</sup>. L'Institut Kroc pour les Études Internationales de Paix, membre de l'équipe d'appui technique de l'Organe International de Vérification (CIV) désigné dans l'accord de paix, partage la même vision. L'institut Kroc, confirme des divergences entre les membres du congrès proche du gouvernement de Santos et entre ceux qui soutenaient les accords de paix au Congrès, ce qui a rendu très difficile la gestion et l'adoption des normes nécessaires pour la mise en place de l'accord, ce qui met en évidence le rôle clé que joue le congrès dans la construction de la paix<sup>13</sup>.

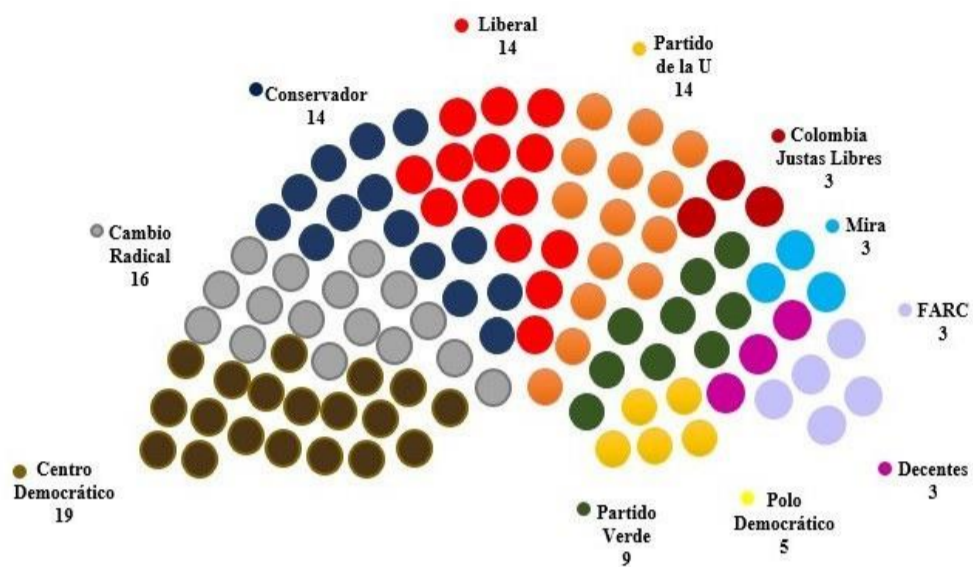
Le mécanisme « fast track » n'étant plus en vigueur à la fin 2017, l'ensemble des lois liées à la mise en place des accords de paix doivent désormais suivre le processus ordinaire au Congrès colombien. Les nouveaux membres du congrès élu au mois de mars dernier et qui entrent en fonction le 20 juillet 2018 assumeront une mission majeure pour la paix.

L'impact de la fin du conflit avec les FARC sur la participation aux élections législatives du 11 mars 2018 est plutôt positif. Selon la Mission de l'ONU en Colombie, la participation a augmenté dans tous les départements et notamment dans ceux qui sont historiquement plus affectés par le conflit armé, où l'on dénombre 817.045 votants de plus qu'en 2014. Enfin, la guérilla de l'ELN a respecté le cessez-le-feu pendant la période électorale, ce qui a conduit à une journée électorale sans problèmes de sécurité<sup>14</sup>, faits qui pour la Colombie, sont historiques.

le point «drogues illicites» et 9,3 % pour la réparation des victimes. Selon le rapport, la responsabilité est partagée par le gouvernement qui n'a pas présenté à temps les lois devant le congrès et par ce dernier où les

Au niveau du Sénat, le parti politique *Centro Democrático* a obtenu la plus grande partie des sièges, 19 sur 108. Le parti politique *Cambio Radical*, est le

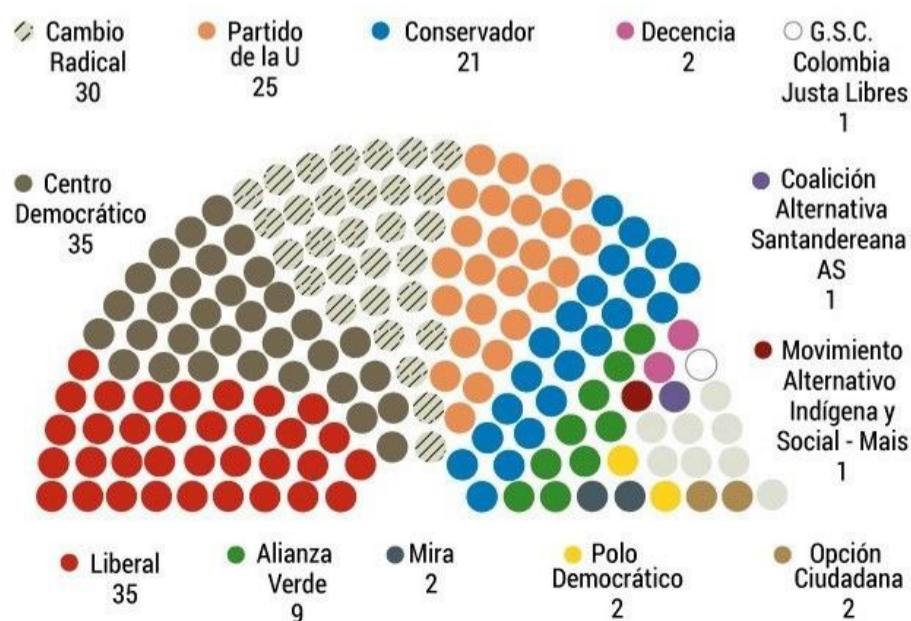
deuxième au pouvoir avec 16 sièges. Dans les mêmes tendances politiques se trouvent les partis politiques *Conservador*, le parti *Liberal* et le *Partido de la U*, qui partagent la troisième place avec 14 sièges au Sénat chacun.



Par ailleurs, il y a eu un progrès dans les partis de centre-gauche et de gauche : le parti *Alianza Verde* a obtenu 9 sièges, 4 de plus que lors du dernier mandat. Les autres partis avec un ligne politique de gauche, font au total 8 sièges de plus. Dans le nouveau Congrès il y aura 10 sièges pour le parti politique des FARC, 5 à la Chambre des Représentants et 5 au Sénat.

De l'autre côté du Congrès, se trouve la chambre des représentants. Bien que le parti *Liberal* soit le premier avec 35 sièges sur 171, il a perdu 9 sièges par rapport au dernier mandat. Le Parti *Centro Democrático* a obtenu 32 sièges, 13 de plus que lors du dernier mandat et le parti *Cambio Radical* a atteint 30 sièges.

### Conformación de la Cámara 2018 - 2022



Source : Revue El Espectador

Le Partido de la U et le parti *Conservador* ont obtenu respectivement eu 25 et 21 sièges. Par ailleurs, les partis de centre-gauche et gauche ont obtenu 15 sièges.

Le *Centro Democrático*, se présente comme ouvertement opposé aux accords de paix et souhaite introduire des réformes à l'accord. Il faut rappeler néanmoins que la Cour Constitutionnelle a renforcé l'année dernière l'accord final de paix en interdisant de le modifier substantiellement.

De son côté la direction du parti *Conservador* veut appuyer les accords de paix, même si certains membres du parti ont été proches de la campagne présidentielle du *Centro Democrático*<sup>15</sup>. Au sein des autres partis, le scénario est similaire. Même si publiquement le candidat présidentiel du *Cambio Radical*, Vargas Lleras, a promis de respecter les accords de paix et bien que le *Partido de la U* soit le parti du gouvernement qui a signé la paix avec les FARC, la politique colombienne est variable et au sein d'un parti politique il peut y avoir différentes lignes et intérêts. En principe, le candidat présidentiel du *Partido Liberal* qui a une représentation à la Chambre des représentants est favorable à l'accord de paix.

Finalement, les partis politiques de centre-gauche et gauche et le parti politique des FARC, même s'ils ne sont pas une majorité, sont très favorables à la mise en place de l'accord de paix et peuvent représenter un contrepoids dans la balance.

Selon le Centre Stratégique Latino-américain de Géopolitique (CELAG), le nouveau Congrès ne pourra être coopté par l'extrême droite. Il devrait y avoir une dispute des intérêts, en continuité avec la dynamique des derniers mandats du Président Santos, où le nouveau président devra négocier le programme politique qui exige l'approbation du Sénat.

## GUSTAVO PETRO



Source : Revue Dinero

Économiste de 58 ans représentant de Colombia Humana, c'est un ancien guérillero qui a appuyé non seulement la démobilisation du M-19, mais qui a aussi participé à l'Assemblée nationale constituante de 1991. Il a exercé des fonctions au sein du congrès de la République de Colombie, d'abord à la chambre des représentants en 1991, puis au Sénat en 2005, où il a été nommé meilleur sénateur par ses pairs. En 2010 Gustavo Petro a été candidat à la présidence, avant d'être élu Maire de Bogotá de 2012 à 2015. Le programme de Colombia Humana se centre sur la lutte contre les exclusions sociales et la réduction des inégalités à partir notamment, de l'éducation et d'une réforme économique et rurale qui permettrait le développement et l'autonomie des personnes.<sup>16</sup>

## HUMBERTO DE LA CALLE

Avocat de 72 ans, candidat à la présidence d'une coalition entre le traditionnel Parti libéral et le parti Alianza Social Independiente, il a participé à l'Assemblée nationale constituante de 1991. Après avoir été vice-président en 1994, il a exercé comme ministre et ambassadeur à plusieurs reprises dans différents gouvernements. De la Calle a été le chef de l'équipe négociatrice des accords de paix avec les FARC à la Havane. La vision du candidat présidentiel est celui d'un pays plus juste et égalitaire après la fin de la guerre avec les FARC. Pour cela il propose de combler les besoins réels des personnes les plus pauvres avec la réorientation du budget public vers cette population vulnérable.<sup>17</sup>



Source : Revue Dinero

## SERGIO FAJARDO



Source : Revue Dinero

Mathématicien de 62 ans qui représente la Coalición-Colombia, une alliance de partis politiques de centre et gauche, il a occupé diverses fonctions dans des institutions scientifiques, éducatives et dans les médias. Maire de Medellín de 2004 à 2007, il est reconnu pour sa gestion et a été considéré par le projet Colombia Lider, comme le meilleur Maire. Sergio Fajardo a aussi été candidat au poste de vice-président en 2010. Il fut Gouverneur du département d'Antioquia de 2012 à 2015. La Coalition Colombie se présente comme une force indépendante qui lutte contre la corruption et qui met en avant une éducation de qualité comme base de la transformation sociale et comme fondamentale pour le développement des personnes.<sup>18</sup>

## IVAN DUQUE

Avocat de 41 ans, candidat présidentiel du Centro Democrático, parti politique qui a dirigé la campagne du « non » pour le référendum de l'accord de paix avec les FARC, il a travaillé à la Banque Interaméricaine de Développement aux États-Unis pendant 12 ans. Il est retourné en Colombie et occupe depuis 2014 le poste de Sénateur. Iván Duque propose un pays où la légalité prévaut et où les sanctions sont effectivement imposées aux criminels. Son programme se centre notamment sur une économie dynamique et sur le développement des technologies.<sup>19</sup>



Source : Revue Semana

## GERMÁN VARGAS LLERAS



Source : Revue Semana

Avocat de 56 ans, candidat présidentiel de la Coalition Mejor Vargas Lleras, il a exercé ses fonctions au sein du Sénat de la République pendant 4 mandats. Il fut également Président du Congrès en 2003. Il a été nommé Ministre de l'Intérieur et de la Justice et Ministre du logement, de la ville et du territoire. En 2014 il a été élu vice-président de l'actuel président colombien. German Vargas se présente dans la campagne présidentielle comme une personne qui possède l'expérience d'avoir mis en œuvre tous les projets qu'il propose. Il met en avant un développement économique et des propositions pour combattre le déficit de logements et des problématiques liées à la justice, la sécurité et la santé.

Les

C

A

N

D

I

D

A

T

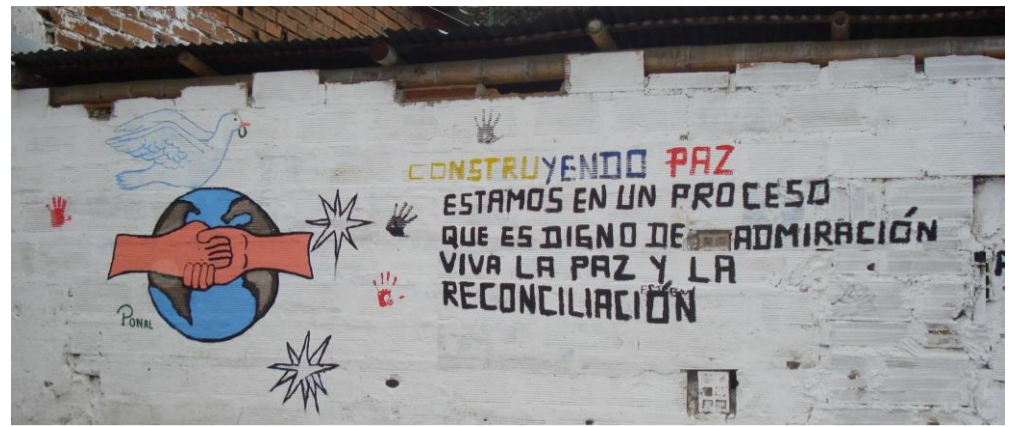
S

## L'ACCORD DE PAIX DE LA HAVANE

Parmi les candidats, De la Calle, Petro et Fajardo sont les seuls candidats qui ont mentionné, de manière très générale et sans entrer dans les détails, la question de la paix dans leurs programmes politiques. Lors des débats les trois candidats se montrent prêts à respecter, l'accord de paix et à contribuer à sa mise en œuvre. Fajardo fait appel à la construction d'une culture citoyenne de la paix qui servira non seulement à la construction d'un vivre ensemble et à la réconciliation, mais aussi à la solution pacifique des conflits. Petro, pour sa part, considère que la paix n'est pas seulement l'accord avec les FARC. Pour établir une paix durable, il estime qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des réformes sociales qui permettent d'en finir avec les cycles de guerres en Colombie.

Par ailleurs, les candidats Iván Duque et Germán Vargas n'ont pas mentionné de propositions en lien avec la paix. Lors des débats, le candidat Iván Duque se revendique comme le porte-parole de la campagne du « non » pour le référendum de l'accord de paix et mentionne régulièrement la victoire du « non ». Lors du deuxième débat présidentiel, le candidat a exprimé des remarques sur l'accord de paix avec les FARC, notamment en ce qui concerne le délit de trafic de drogue qui est tenu comme un délit annexe au délit politique. Finalement il estime nécessaire la révision et la modification de l'accord de paix. En effet, le parti politique du candidat a commencé en octobre 2017 la collecte de signatures<sup>20</sup> pour convoquer un référendum demandant le retrait des actes législatifs qui intègrent dans la Constitution politique les accords de paix de La Havane, la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP) et l'incorporation politique des FARC.

Germán Vargas, de son côté, reconnaît que l'accord de paix a connu des avancées, même s'il avait hésité à soutenir l'accord étant donnée son opposition à l'existence d'une justice clémente à l'égard de certains membres des FARC qui auraient récidivé. Cependant après la révision de la Cour Constitutionnelle sur ce point, le candidat promet de respecter les accords.



## CULTURES ILLICITES

Pour le problème des cultures illicites il y a trois positions parmi les candidats. Vargas Lleras et Duque optent pour une éradication forcée avec probablement le retour des fumigations aériennes. De la Calle propose une solution mixte : pour lui il faut privilégier la substitution volontaire des cultures et seulement si les communautés montrent une résistance, l'éradication forcée doit être utilisée, mais sans avoir recours aux fumigations aériennes, ni à la répression pénale pour les agriculteurs.

Finalement, Petro et Fajardo préfèrent la substitution volontaire. Fajardo propose un projet de transformation des cultures illicites construit avec les communautés. Petro préfère donner des terres fertiles aux agriculteurs pour la substitution volontaire et s'il y a résistance de la part des communautés, il propose d'ouvrir la vente des feuilles de coca pour un usage différent à celui de la cocaïne.

## NÉGOCIATIONS DE PAIX AVEC L'ELN

En matière de négociations de paix avec l'ELN, les positions des candidats sont variables. En campagne électorale et comme stratégie politique pour arriver à la présidence, la position des candidats dépend du comportement de l'ELN et du contexte politique

Au début de l'année, lorsqu'il y a eu une reprise de violence de la part de l'ELN, Duque et Vargas Lleras en ont profité pour demander vivement la fin des négociations et montrer leur désaccord avec l'instauration de la table des négociation à Quito.



Récemment, après le transfert des négociations à La Havane, De la Calle, Petro et Fajardo se sont montrés favorables à la reprise des négociations mais ont exigé que l'ELN démontre la volonté d'obtenir un cessez-le-feu et de s'engager vraiment pour la paix. Pour sa part, Duque a manifesté que la guérilla doit mettre fin à toutes ses activités criminelles. Vargas Lleras pense que lorsque le Gouvernement négocie avec l'ELN, cette guérilla se renforce militairement et territorialement

## ACCÈS À LA TERRE

En Colombie, la répartition des terres est extrêmement inégale. Une réforme rurale qui puisse réduire cette concentration est essentielle pour parvenir à une paix sur le long terme. Pendant le mois de mars, le journal *El Espectador* a publié chaque semaine une analyse des propositions économiques de chaque candidat, dont la question de la réforme rurale. Le journal s'inquiète du fait que Vargas Lleras et Duque ne proposent pas de mesures pour réduire l'inégale distribution des propriétés foncières. La vision rurale de Vargas Lleras est celle de l'agro-industrie, où les grands propriétaires terriens dominent économiquement les plus petits propriétaires<sup>21</sup>. La vision de Duque est proche, dans la mesure où il conçoit les petits producteurs comme les employés des grands propriétaires. Duque ne donne pas les garanties pour que les petits producteurs soient des propriétaires efficaces qui participent à l'économie rurale du pays<sup>22</sup>.

Par ailleurs, l'analyse détermine que De la Calle a une vision rurale intégrale qui a comme but de réduire la pauvreté et créer une classe moyenne rurale à travers la mise en œuvre de la Réforme Rurale Intégrale, établie dans l'accord de paix<sup>23</sup>.

Pour sa part, en matière de développement rural, l'analyse faite par *El Espectador* permet d'affirmer que Petro est partisan du développement de l'économie rurale à travers l'intégration progressive des grandes propriétés rurales improductives et non utilisées à la production alimentaire et à l'agriculture rurale<sup>24</sup>.

Finalement, selon l'analyse, Fajardo propose d'augmenter l'accès à la terre et de financer le cadastre rural, ce qui peut aider administrativement au processus de restitution des terres<sup>25</sup>.

La scène politique en Colombie, suppose des grands défis pour la paix. La mise en œuvre des accords de paix se trouve dans une phase difficile et la volonté politique du prochain président sera cruciale pour contribuer de manière positive à la construction d'une paix sur le long terme.

## LES DATES CLÉS DES ÉLECTIONS



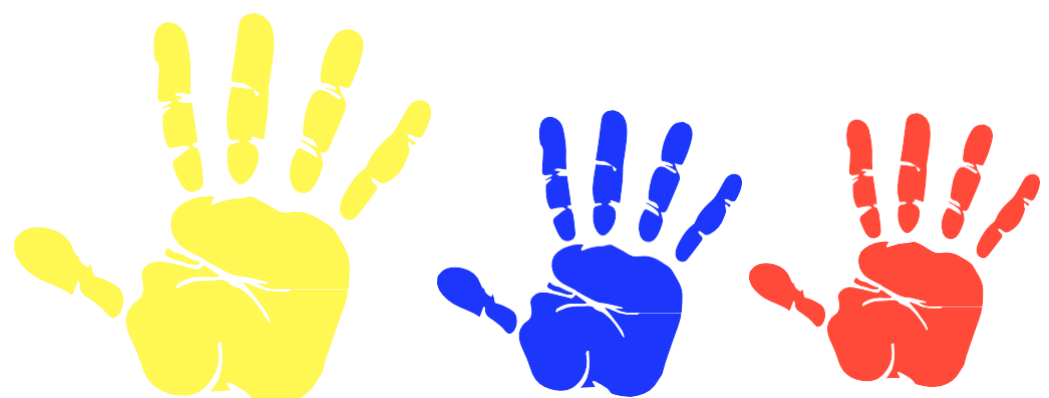
Premier  
Tour



Deuxième  
Tour



Prise de  
fonction du  
Président  
2018-2022



# RÉFÉRENCES

1. Communiqué de Presse de la JEP, disponible sur: <https://www.jep.gov.co/Sala-de-Prensa/Paginas/JEP-recibe-18-expedientes.aspx>
2. Communiqué de presse du Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo" – CCAJAR, disponible sur : <https://www.colectivodeabogados.org/?Comunicado-a-la-opinion-publica-sobre-la-designacion-de-nuevos-fiscales-dentro>
3. "La Comisión de la verdad va a rescatar la fe del país en el acuerdo de paz": Alfredo Molano- Semana, disponible sur: <https://www.semana.com/nacion/articulo/comision-de-la-verdad-en-colombia-se-instala-formalmente/566487>
4. Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo" – CCAJAR, disponible sur: <https://www.colectivodeabogados.org/Vuelva-a-ver-las-audiencias-sobre-Colombia-en-la-Comision-Interamericana-de>
5. Trayectorias y dinámicas territoriales de las disidencias de las FARC-Fundación Ideas para la paz, disponible sur: <http://cdn.ideaspaz.org/media/website/document/5ad26d9a90c6f.pdf>
6. Rapport annuel de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Colombie, disponible sur: [http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session37/Documents/A-HRC-37-3-Add\\_3\\_SP.docx](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session37/Documents/A-HRC-37-3-Add_3_SP.docx)
7. Communiqué de Presse de la Mission d'appui au processus de paix en Colombie de l'OEA, disponible sur: <https://www.mapp-oea.org/comunicado-preocupacion-afectaciones-poblacion-bajo-cauca/>
8. Dramático aumento del desplazamiento forzado en Bajo Cauca antioqueño- Verdad Abierta, disponible sur: <https://verdadabierta.com/dramatico-aumento-del-desplazamiento-forzado-cauca-antioqueno/>
9. Communiqué de presse - Mission de Vérification de l'ONU en Colombie, disponible sur: <https://colombia.unmissions.org/las-naciones-unidas-en-colombia-condena-vehementemente-la-situacion-de-violencia-que-est-a-padeciendo>
10. Eln se atribuye atentado contra estación de Policía en Barranquilla-El Tiempo, disponible sur: <http://www.eltiempo.com/justicia/delitos/eln-se-atribuye-atentado-contra-estacion-de-policia-en-barranquilla-176270>
11. Cuba será la nueva sede de los diálogos Gobierno - ELN - Caracol radio, disponible sur: [http://caracol.com.co/radio/2018/05/05/nacional/1525536682\\_953338.html](http://caracol.com.co/radio/2018/05/05/nacional/1525536682_953338.html)
12. La Paz en Deuda - OIAP, disponible sur: <https://oiapblog.files.wordpress.com/2018/01/la-paz-en-deuda.pdf>
13. Rapport sur la mise en œuvre de l'accord de paix- InstitutKroc, disponible sur: [https://kroc.nd.edu/assets/257593/informe\\_kroc.pdf](https://kroc.nd.edu/assets/257593/informe_kroc.pdf)
14. Rapport du Secrétaire Générale sur la Mission de l'ONU en Colombie, disponible sur: <https://colombia.unmissions.org/sites/default/files/n1808244.pdf>
15. El Partido Conservador seguirá acompañando proceso de paz: Hernán Andrade-Caracol radio, disponible sur: [http://caracol.com.co/programa/2017/06/23/6am\\_hoy\\_por\\_hoy/1498221121\\_502304.htm](http://caracol.com.co/programa/2017/06/23/6am_hoy_por_hoy/1498221121_502304.htm)
16. Programme de Colombia Humana, disponible sur: <https://petro.com.co/programa-introduccion/>
17. Programme de Humberto de la Calle, disponible sur: <https://www.humbertodelacalle.co/>
18. Programme de Coalición Colombia, disponible sur: <http://35.173.153.226/wp-content/uploads/2017/12/Coalicion-Colombia.pdf>
19. Programme d'Iván Duque, disponible sur: <https://www.ivanduque.com/biografia>
20. Communiqué de Presse du Parti Centro Democrático, disponible sur: <http://www.centrodemocratico.com/?q=node/18275>
21. La propuesta económica de Vargas Lleras: descentralización e inequidad tributaria- El Espectador, disponible sur: <https://www.elespectador.com/elecciones-2018/noticias/politica/la-propuesta-economica-de-vargas-lleras-descentralizacion-e-inequidad-tributaria-articulo-748879>
22. Las propuestas económicas de Iván Duque: convenientes pero poco novedosas- El Espectador, disponible sur: <https://www.elespectador.com/noticias/politica/las-propuestas-economicas-de-ivan-duque-convenientes-pero-poco-novedosas-articulo-745158>
23. Humberto de la Calle: intenciones adecuadas más que propuestas concretas, El Espectador, disponible sur: <https://www.elespectador.com/elecciones-2018/noticias/politica/humberto-de-la-calle-intenciones-adecuadas-mas-que-propuestas-concretas-articulo-750165>
24. La propuesta económica de Gustavo Petro: ambiciosa, ambigua y desacertada, El Espectador, disponible sur: <https://www.elespectador.com/elecciones-2018/noticias/politica/la-propuesta-economica-de-gustavo-petro-ambiciosa-ambigua-y-desacertada-articulo-747590>
25. Las propuestas económicas de Sergio Fajardo: convenientes, pero incompletas, El Espectador, disponible sur: <https://www.elespectador.com/elecciones-2018/noticias/politica/las-propuestas-economicas-de-sergio-fajardo-convenientes-pero-incompletas-articulo-746455>

Recherche et rédaction: Liliana Amórtegui  
Coordination: Jean-Philippe Echassoux

24 mai 2018



@ReseauFranceColombieSolidarites



@ReseauFranceCol



Réseau France Colombie Solidarités  
5 rue Federico Garcia Lorca  
38100 Grenoble